

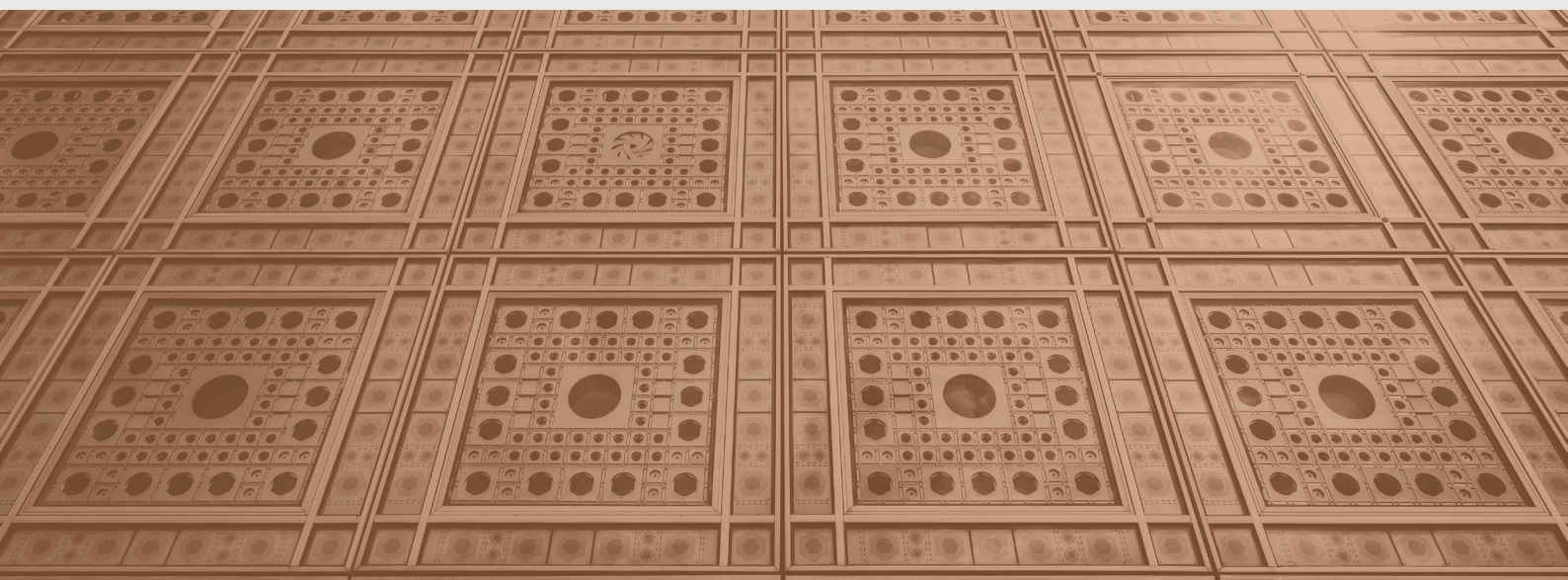


OBSERVATOIRE
du Maghreb

L'IMPACT DE LA CRISE MALIENNE SUR L'ALGÉRIE ET LA MAURITANIE : ENJEUX, DYNAMIQUES ET RÉPERCUSSIONS RÉGIONALES

Bassem Laredj / Docteur en droit international

Février 2026



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Bassem Laredj / Docteur en droit international

Bassem Laredj est docteur en droit international, analyste stratégique et enseignant universitaire en Droit international et Relations internationales. Il est également fondateur du Cabinet de conseil, Amane Risk Consulting, spécialisé en Renseignement d'affaires et Risque pays.

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

Sous la direction de **Brahim Oumansour**, chercheur associé à l'IRIS, l'Observatoire du Maghreb se propose d'être une plateforme d'expertise et d'analyses sur le Maghreb pour contribuer à une meilleure compréhension des évolutions politique, sociale, économique, sécuritaire et culturelle des pays le constituant.

La vocation de cet observatoire vise à ouvrir un espace de débats transdisciplinaire et à organiser des conférences, tables rondes et colloques, au sein de l'IRIS ou en partenariat avec d'autres centres et institutions françaises et étrangères, avec l'objectif de décrypter les crises et conflits qui secouent la région, prospector des pistes d'évolution et apporter un éclairage sur les enjeux géostratégiques qui en découlent.

L'Observatoire du Maghreb s'inscrit dans le cadre du Programme Moyen-Orient / Afrique du Nord de l'IRIS, dirigé par **Didier Billion**, directeur adjoint de l'IRIS.



PROGRAMME
**MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD**

Le programme de recherche Moyen-Orient/Afrique du Nord a pour fonctions de décrypter et de mettre en perspective des réalités politiques, économiques, sociales et géopolitiques mouvantes afin de fournir des clés de compréhension et un cadre d'analyse et d'aide à la prise de décision à l'attention des multiples acteurs des relations avec les pays de la région concernée.

Ses champs d'intervention sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

INTRODUCTION

Depuis plus d’une décennie, le Mali est confronté à l’une des crises sécuritaires les plus complexes du Sahel et du continent africain. Entre la déliquescence de l’État, l’expansion préoccupante des organisations djihadistes liées à Al-Qaïda et à l’État islamique, l’exacerbation des tensions intercommunautaires et les carences structurelles des institutions, l’avenir du pays interroge. Le régime militaire d’Assimi Goïta, issu du coup d’État de 2021, paraît aujourd’hui à bout de souffle et dans une situation difficile malgré une rhétorique officielle qui se veut optimiste. Désormais, c’est la capitale même, Bamako, qui se trouve sous la menace des djihadistes du JNIM (Groupe de soutien de l’islam et des musulmans/ en arabe : Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin), affilié à Al-Qaïda et dirigé par Iyad Ag Ghali. Cette situation, conjuguée à la persistance du mouvement insurrectionnel touareg dans le nord du pays, souligne l’inefficacité de l’approche exclusivement militaire privilégiée jusqu’à maintenant par le régime Goïta pour régler la crise malienne. Ce dernier se trouve désormais sous fortes pressions. Beaucoup s’interrogent même sur le risque de voir la capitale malienne tomber aux mains du JNIM¹.

Au-delà des enjeux internes maliens, l’instabilité de ce pays sahélien stratégique engendre une détérioration sécuritaire régionale caractérisée par la prolifération des armes, l’expansion des mouvements djihadistes et le renforcement des réseaux criminels transfrontaliers dont les activités financent en partie le terrorisme et contribuent à saper l’autorité des États de la région. L’instabilité du Mali impacte aujourd’hui l’ensemble du Sahel et du Maghreb, contraignant les États limitrophes à intensifier leurs efforts sécuritaires². Dans ce cadre, deux pays maghrébins, l’Algérie et la Mauritanie, qui partagent de longues frontières avec le Mali et entretiennent avec lui d’importants liens sécuritaires, économiques et diplomatiques, se trouvent particulièrement exposés. Cette étude examine les répercussions multiples de la crise politico-sécuritaire malienne sur ces deux pays, en analysant leurs fragilités, leurs stratégies d’adaptation et les conséquences géostratégiques pour la région.

¹ Cela ne semble pas être l’objectif premier du groupe (il n’a ni les capacités militaires ni les moyens de gouverner une ville de 3 millions d’habitants à lui seul). Si toutes les hypothèses restent ouvertes, le JNIM semble surtout chercher un effondrement de l’intérieur du pouvoir actuel, et l’arrivée de nouveaux responsables susceptibles de négocier avec lui. La multiplication des purges au sein de l’armée malienne montre en tout cas que le régime de Goïta est sous forte pression.

² Notamment depuis le départ de la force Barkhane et de la MINUSMA. Entre 2014 et 2022, les forces armées françaises étaient engagées au Mali dans le cadre de l’opération BARKHANE aux côtés des forces maliennes pour lutter contre les groupes djihadistes. La MINUSMA (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali) était une opération de maintien de la paix de l’ONU, établie entre 2013 et 2023 pour stabiliser le Mali face aux groupes djihadistes et séparatistes. Les deux opérations ont pris fin à la demande des autorités maliennes.

LES RÉPERCUSSIONS DE L'INSTABILITÉ AU MALI SUR L'ALGÉRIE

L'instabilité du Mali et la crise politico-sécuritaire que connaît ce pays frontalier de l'Algérie engendrent d'importants risques sécuritaires (1) et socio-économiques (2) sur le Sud algérien et impactent négativement sur les relations bilatérales, pourtant historiques (3).

Pression sécuritaire sur le Sud algérien

L'Algérie partage plus de 1.300 km de frontière avec le Mali, s'étendant à travers une région désertique dont la surveillance présente d'importants défis. Or, la déliquescence de l'autorité étatique du Mali dans diverses zones du pays, notamment au nord près de la frontière algérienne, a transformé ces espaces en sanctuaires pour les groupes djihadistes (AQMI³, JNIM, EIGS⁴) ; les réseaux criminels (armes, drogues, migrants) et les groupes rebelles touaregs. Il convient de souligner que le sud de l'Algérie abrite des infrastructures d'hydrocarbures stratégiques essentielles à l'économie nationale, situées à proximité des frontières de pays confrontées à de profondes instabilités politiques et sécuritaires (Mali, Niger et Libye). Cette proximité géographique avec ces zones en tensions, notamment la frontière malienne, joue un rôle central dans la stratégie sécuritaire algérienne. Dans ce cadre, la détérioration de la situation sécuritaire au Mali engendre un risque de propagation de l'instabilité vers le Sud algérien. Cette situation est d'autant plus préoccupante que les moyens militaires déployés par l'armée malienne s'avèrent considérablement insuffisants pour sécuriser efficacement leur côté de la frontière commune, et que celle-ci a perdu le contrôle effectif de plusieurs zones, notamment le long de la frontière algérienne, amplifiant ainsi les craintes d'Alger d'une plus grande porosité des frontières communes. Ces appréhensions se sont accentuées suite à la décision de Bamako de dénoncer unilatéralement en 2024 les « Accords d'Alger » de 2015 qui aspiraient à stabiliser la situation au nord du Mali et garantir la fin des hostilités entre les groupes rebelles actifs dans la zone et l'armée malienne⁵. L'instabilité et l'insécurité au nord du Mali engendrent ainsi une pression constante sur l'Algérie qui se traduit notamment par :

³ Al-Qaïda au Maghreb Islamique.

⁴ État islamique dans le Grand Sahara.

⁵ Cet accord, officiellement dénommé « Accord pour la paix et la réconciliation au Mali », était un accord de paix signé en 2015 avec la médiation algérienne entre le gouvernement malien et des groupes armés du nord, visant à mettre fin à la guerre du Mali par notamment la décentralisation (régionalisation), l'intégration des rebelles dans l'armée et le développement du nord. Avec la reprise des hostilités, l'Algérie craint notamment que celles-ci engendrent un afflux de réfugiés et une possible infiltration d'éléments terroristes sur son territoire.

- Une pression sécuritaire accrue dans les régions sud du pays proches des frontières maliennes, notamment dans les wilayas d'In Guezzam, Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar et Adrar qui ont vu ces dernières années une augmentation des opérations antiterroristes. Les autorités militaires annoncent régulièrement la reddition, l'arrestation et l'élimination de terroristes dans la zone⁶.
- Le risque d'infiltration terroriste depuis le Mali. En 2020 par exemple l'armée algérienne avait annoncé l'arrestation d'un terroriste à Tlemcen (nord-ouest), qui avait été libéré par le Mali avec d'autres terroristes en échange de la libération de trois otages européens⁷. Le 14 janvier 2025, un touriste espagnol avait été enlevé dans la région de Tamanrasset par des hommes armés infiltrés depuis le Mali et qui étaient ensuite parvenus à l'emmener jusqu'au Mali dont le but de le revendre à l'EIGS. Finalement, le touriste a été libéré le 20 janvier par les rebelles du Front de libération de l'Azawad (FLA), qui l'ont remis aux autorités algériennes⁸.

Face à l'accroissement de la menace terroriste au Sahel, l'Armée nationale populaire (ANP) se voit ainsi contrainte d'engager des ressources considérables pour consolider son dispositif défensif et ses systèmes de surveillance, particulièrement à l'extrême sud du pays près de la frontière malienne. L'ANP déploie ainsi des milliers d'hommes à la frontière et a considérablement renforcé sa surveillance électronique frontalière afin de prévenir les infiltrations de groupes armés en provenance du Sahel. L'armée déploie aussi des systèmes de caméras thermiques optiques permettant la détection de mouvements suspects, tant fixes que mobiles, à des distances très importantes. À cela, il faut ajouter l'utilisation des drones de reconnaissance pour assurer une surveillance aérienne. Signalons aussi la mise en place de points de contrôle improvisés et de postes d'observation, particulièrement dans les zones de transit potentiel, visant à prévenir toute infiltration de groupes terroristes et d'organisations criminelles, notamment les narcotrafiquants. Des postes de surveillance, des patrouilles permanentes, des unités et des détachements avancés, ainsi que des patrouilles pédestres et

⁶ https://www.mdn.dz/site_principal/sommaire/actualites/fr/2025/octobre/lutte16102025fr.php

⁷ Ph, L. « Algérie : un des djihadistes libéré au Mali capturé à Tlemcen », *Le Parisien*, 28 octobre 2020. <https://www.leparisien.fr/international/algerie-un-des-djihadistes-libere-au-mali-capture-a-tlemcen-28-10-2020-8405405.php>

⁸ Benjamin, Roger. « Au Sahel, malgré la libération d'un Espagnol kidnappé en Algérie, des étrangers à nouveau victimes de rapt », *Le Monde*, 21 janvier 2025. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/01/21/au-sahel-des-etrangers-a-nouveau-victimes-de-rapts_6508644_3212.html

d'autres motorisées sont également déployées le long de la bande frontalière, afin de faire échec à toute tentative d'infiltration pouvant constituer une menace à la sécurité nationale⁹.

Il convient de souligner qu'au-delà du Mali, dont la situation apparaît actuellement comme la plus préoccupante, et des relations tendues avec le Maroc, plusieurs États limitrophes de l'Algérie traversent des crises politiques et sécuritaires majeures, notamment le Niger et la Libye. Cette instabilité régionale accentue les menaces pesant sur la sécurité et la stabilité de l'Algérie, désormais confrontée à des défis régionaux d'une ampleur inédite depuis son accession à l'indépendance en 1962. Face à ce contexte géopolitique détérioré, les dépenses militaires algériennes ont connu une progression constante ces dernières années. Entre 2020 et 2025 le budget alloué au ministère de la Défense est ainsi passé d'environ 10 milliards à plus de 25 milliards de dollars. L'Algérie est aujourd'hui l'un des pays de la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) affichant les dépenses de défense les plus élevées. Celles-ci devraient représenter environ un cinquième du budget total de l'État pour 2026, avec une estimation approchant les 25,5 milliards de dollars¹⁰.

Impact socio-économique sur les zones frontalières

L'insécurité et l'instabilité au Mali et les relations diplomatiques tendues entre Alger et Bamako perturbent les flux commerciaux transsahariens entre les deux pays. Cette situation impacte directement les populations qui habitent dans les zones frontalières et qui ressentent directement les effets du blocage des routes et de la militarisation de la frontière. Cette situation s'est aggravée avec l'arrivée au pouvoir des nouvelles autorités maliennes issues du coup d'État de 2021. Les divergences profondes des deux pays sur des questions sécuritaires cruciales, liées notamment au règlement de la crise au nord du Mali, ont eu pour conséquence directe la montée des tensions diplomatiques entre les deux capitales entraînant le rappel des ambassadeurs de chaque pays¹¹. Face à ce qui est considéré par Alger comme des provocations maliennes, notamment depuis l'incident du drone malien abattu par l'armée algérienne en avril 2025¹², les autorités ont durci le contrôle et les restrictions ciblant

⁹ Naila, Benrahal. « Sécurisation des frontières et installations sensibles : A l'ère des caméras High-Tech », *El Moudjahid*, 28 juin 2025. <https://elmoudjahid.com/fr/actualite/securisation-des-frontieres-et-installations-sensibles-a-l-ere-des-cameras-high-tech-236735>

¹⁰ Ali, Idir. « PLF 2026 : les cinq plus gros budgets de l'Algérie », *TSA*, 09 octobre 2025. <https://www.tsa-algerie.com/plf-2026-les-cinq-plus-gros-budgets-de-lalgerie/>

¹¹ Bah, Traoré. « Mali-Algérie, une longue histoire d'ambiguïté et de méfiance », *Afrique XXI*, 24 mars 2025. <https://afriquexxi.info/Mali-Algerie-une-longue-histoire-d-ambiguite-et-de-mefiance>

¹² Le 1^{er} avril 2025, le ministère algérien de la Défense a annoncé la destruction d'un « drone de reconnaissance armé » en provenance du Mali dans la région de Tinzaouatine, près de la frontière malienne, après avoir pénétré en territoire algérien sur une distance de deux kilomètres. Réagissant à cet incident, le gouvernement malien a indiqué que le drone n'avait pas violé l'espace arien algérien et dénoncé une action « hostile » et « préméditée » de l'Algérie qui avait empêché ainsi une

particulièrement le commerce transfrontalier informel, toléré jusqu'alors, qui permettait l'approvisionnement du nord du Mali en produits algériens subventionnés par l'État (carburant, produits alimentaires de base...). La conséquence directe de ce durcissement a été la hausse des prix de beaucoup de produits au nord du Mali, qui est fortement dépendant des échanges avec l'Algérie¹³. Cette décision algérienne agit comme un levier de pression directe sur le Mali. À travers cette « asphyxie économique » ciblée, l'Algérie frappe les chaînes d'approvisionnement du nord Mali, créant ainsi une pression diffuse mais puissante, que les autorités à Bamako ne peuvent ignorer. À terme, cette pression économique pourrait renforcer le ressentiment local contre le pouvoir central malien actuel, qui pourrait être perçu comme incapable ou peu soucieux des conditions de vie des populations du nord du pays¹⁴.

Les politiques sécuritaires déployées par l'Algérie à l'encontre du Mali et leurs répercussions économiques peuvent affecter également les populations algériennes résidant dans les régions frontalières, générant potentiellement des tensions avec les autorités. En témoignent les affrontements violents survenus en juin 2020 dans la localité frontalière algérienne de Tinzaouatine, qui ont opposé manifestants et forces de sécurité, causant un décès parmi les protestataires ainsi que plusieurs blessés. Ces heurts avaient été provoqués par la construction d'une clôture barbelée le long d'un cours d'eau passant à la lisière de la ville de Tinzaouatine, dont l'objectif officiel était de prévenir d'éventuelles incursions et attaques terroristes en provenance du Mali. Les habitants de la localité avaient alors souligné que cette clôture les privait non seulement de l'accès aux ressources hydriques et aux zones de pâturage, mais divisait également des familles établies de part et d'autre de la frontière entre l'Algérie et le Mali¹⁵. Les habitants et les notables de ces régions frontalières saisissent d'ailleurs régulièrement les autorités pour qu'elles revoient les plans des zones fermées, qu'elles mettent en place des passages pour les éleveurs et les agriculteurs, et qu'elles facilitent l'accès aux ressources hydriques. Cette situation contraint donc les autorités algériennes à réviser périodiquement leurs dispositifs sécuritaires dans les régions frontalières

frappe contre des groupes armés « ayant revendiqué des actes terroristes », accusant par conséquent Alger de « soutenir le terrorisme international ». V. International Crisis Group, « Algérie-Mali : désamorcer une dangereuse escalade », 18 avril 2025. <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/sahel/mali-algeria/algerie-mali-desamorcer-une-dangereuse-escalade>

¹³ En avril dernier, après le durcissement algérien, le prix du litre de carburant à Gao (nord) était passé à plus de 5000 francs CFA, c'est-à-dire plus de 6 fois le prix normal dans le pays. V., Kamel, Benelkadi. « Pris au piège des choix controversés d'Assimi Goïta : Le quotidien insoutenable des Maliens », *El Watan*, 27 avril 2025. <https://elwatan.dz/pris-au-piege-des-choix-controversee-dassimi-goita-le-quotidien-insoutenable-des-maliens/>. Sur le coût des sanctions ciblant les pays de l'AES. V. Emilie, Laffiteau. « Les impacts économiques et sociaux des sanctions au Mali, au Burkina Faso et au Niger », *Revue internationale et stratégique* 2025/3 n° 139, pp. 75-83. <https://shs.cairn.info/revue-revue-internationale-et-strategique-2025-3-page-75?lang=fr>

¹⁴ Charly, Hessoun. « Mali : l'Algérie s'attaque à l'économie du nord du pays », *La Nouvelle Tribune*, 18 avril 2025. <https://lanouvelletribune.info/2025/04/mali-lalgerie-sattaque-a-leconomie-du-nord-du-pays/>

¹⁵ « Retour au calme à Tinzaouatine, dans l'extrême sud algérien », *BBC News*, 17 juin 2020. <https://www.bbc.com/afrique/region-53073571>

pour les harmoniser avec les préoccupations et les exigences particulières des communautés locales. Dans ce contexte, il convient de souligner que de nombreux Touaregs algériens entretiennent des relations familiales et tribales avec leurs homologues maliens des Ifoghas¹⁶. Ainsi, malgré la fermeture des frontières, les relations entre Touaregs maliens et algériens demeurent particulièrement étroites. Les activités de contrebande et de trafic, même réduites, continuent toujours de connecter de facto le Sud algérien au Nord malien, posant aux autorités algériennes des défis considérables, tant sur le plan sécuritaire que socio-économique.

La limitation des activités de contrebande par les autorités algériennes peut aussi engendrer des tensions avec les populations locales, dont la subsistance d'une partie peut dépendre de ce commerce illégal, longtemps toléré. Il est également envisageable que des individus impliqués dans la contrebande et la criminalité organisée cherchent délibérément à provoquer des confrontations entre les habitants des zones frontalières avec le Mali et les forces de sécurité, dans le but de réduire l'étreinte sécuritaire qui peut impacter leurs activités criminelles et intérêts économiques dans la région. Cette situation est d'autant plus préoccupante que les conditions socio-économiques, parfois défavorables, peuvent inciter certains jeunes marginalisés des localités frontalières du Sud algérien à se tourner vers des activités criminelles.

LA PLACE DE L'ALGÉRIE AU SAHEL EN QUESTION

Recomposition des influences au Sahel

L'influence historique de l'Algérie dans une partie du Sahel, notamment au Mali, semble aujourd'hui bousculée. Cette situation suscite l'inquiétude des autorités algériennes, qui estiment qu'un recul de l'influence de l'Algérie au Sahel pourrait entraîner une détérioration de son statut de puissance régionale, compromettre ainsi la sécurité de ses frontières et favoriserait l'émergence de zones d'instabilité susceptibles d'être exploitées à son détriment par d'autres acteurs. Cette « remise en question » de l'influence algérienne pourrait s'expliquer en réalité par plusieurs facteurs inhérents tant à la doctrine de l'Algérie qu'aux

¹⁶ Ces liens se sont consolidés au fil du temps, notamment par l'installation à Tamanrasset, capitale du Hoggar, de ressortissants maliens et nigériens ayant fui les crises politiques, sécuritaires et environnementales qui ont affecté leurs pays depuis les années 1970, dont plusieurs ont obtenu la nationalité algérienne. V. Salim, Chena. « L'Algérie et son Sud Quels enjeux sécuritaires ? », *IFRI*, Novembre 2013. p. 6. <https://www.ifri.org/fr/notes/lalgerie-et-son-sud-quels-enjeux-securitaires>

évolutions géopolitiques régionales marquées notamment par des changements de régime et l'arrivée de nouveaux acteurs au Sahel. Au niveau national, l'Algérie donne parfois l'impression d'éprouver des difficultés à élaborer une stratégie d'influence cohérente vis-à-vis du Sahel, principalement en raison de ses principes de « souveraineté » et de « non-ingérence ». Cette position, bien que respectable sur le plan éthique, révèle rapidement ses insuffisances face à l'instabilité croissante de son environnement régional. Les réticences de l'Algérie à s'affirmer plus résolument dans sa sphère d'influence naturelle créent un vide stratégique qui peut rapidement être investi et exploité par d'autres acteurs dont les objectifs peuvent contrecarrer directement les intérêts algériens. Cette réserve à assumer pleinement son statut de puissance régionale offre ainsi à d'autres acteurs l'opportunité d'essayer d'étendre leur influence sur des territoires constituant la profondeur stratégique naturelle de l'Algérie.

Par ailleurs, au niveau régional, la succession de coups d'État, qui a ébranlé le Sahel depuis 2020, et l'émergence de nouveaux dirigeants prônant un discours fortement souverainiste, ont profondément transformé les relations de ces pays avec leurs partenaires étrangers. Dans le cas particulier du Mali, les coups d'État survenus en 2020 et en 2021 ont impacté négativement sur les relations diplomatiques algéro-maliennes, qui n'ont cessé de se détériorer depuis. Le cœur du différend réside principalement dans des approches divergentes concernant la résolution du conflit qui touche le nord du Mali depuis plus de dix ans, opposant le pouvoir central à diverses factions insurgées, notamment touaregs. L'Algérie qui a joué à maintes reprises le rôle de médiateur pour le règlement des différentes crises ayant secoué le nord du Mali depuis son indépendance, dont la dernière illustration a été les « Accords d'Alger » de 2015, a toujours plaidé pour la prise en compte de l'aspect multidimensionnel de ces crises, considérant qu'une réponse purement sécuritaire et militaire n'est pas à elle seule suffisante pour stabiliser le nord du Mali. Cependant, les nouvelles autorités maliennes ont rapidement adopté un discours guerrier, privilégiant uniquement l'option militaire avec notamment le soutien du groupe paramilitaire russe Wagner (devenu Africa Corps) pour reprendre le contrôle des zones perdues au nord du Mali, et aboutissant en 2024 à la dénonciation pure et simple des « Accords d'Alger »¹⁷. L'incident du drone malien neutralisé par les forces armées algériennes n'a fait qu'exacerber les tensions diplomatiques qui étaient déjà en cours entre les deux pays¹⁸. En conséquence, le Mali, le Niger et le Burkina

¹⁷ Pour un historique de la dégradation des relations entre les deux pays V., Akram. Kharief., « Algérie - Mali : Chronique d'une rupture annoncée », IRIS, Février 2024 https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2024/06/ObsMag_2024_2_9_Algerie_Mali_Note.pdf

¹⁸ Lotfi, Sour. « Crise algéro-malienne : anatomie d'une fracture géopolitique au Sahel », *The Conversation*, 22 avril 2025. <https://theconversation.com/crise-algero-malienne-anatomie-dune-fracture-geopolitique-au-sahel-254876>

Faso, tous membres de l'Alliance des États du Sahel (AES), ont rappelé leurs ambassadeurs en poste à Alger, provoquant une réaction similaire de la part de l'Algérie. En outre, l'Algérie et le Mali ont mutuellement décrété l'interdiction de leur espace aérien à tout aéronef provenant ou se dirigeant vers le territoire de l'autre État.

Enfin, sur le plan géopolitique, la déstabilisation de la Libye consécutive à la chute de Kadhafi en 2011 a engendré de graves répercussions sécuritaires dans l'ensemble de la région sahélo-maghrébine. Cette situation a favorisé l'émergence de nouveaux acteurs stratégiques (Russie, Turquie, Émirats, Chine...) qui tentent de reconfigurer les équilibres régionaux, souvent au détriment des alliances historiques. Dans ce contexte de transformations majeures, l'Algérie, qui est un acteur essentiel dans l'équilibre du Sahel, voit avec inquiétude cette évolution qui peut impacter directement sur sa sécurité et ses leviers d'influence traditionnels dans la région, particulièrement au Mali. Dans cette perspective, de nombreux responsables algériens considèrent que l'instabilité au Sahel, notamment dans les pays limitrophes de l'Algérie, est délibérément attisée par des puissances étrangères cherchant à « réduire son influence » et à « mettre son armée sous pression » au niveau des frontières sud du pays au profit d'autres acteurs qui cherchent à étendre leur influence dans la zone. Certains analystes évoquent ainsi une répartition des rôles entre Washington, qui élaborerait les orientations stratégiques avec Israël, les Émirats¹⁹, qui apporteraient le soutien financier, et le Maroc, qui mettrait en œuvre les desseins conçus pour cet espace géographique stratégique²⁰. Cette grille d'analyse, caractérisée par une suspicion à l'égard des interventions étrangères dans la région sahélienne, se trouve, selon la perspective algérienne, corroborée par plusieurs éléments démontrant les manœuvres extérieures opérant dans la zone. On peut citer notamment « l'Initiative Atlantique » marocaine destinée au Sahel, annoncée par Rabat en pleine crise diplomatique entre Alger et Bamako en 2023²¹, ou plus récemment l'épisode concernant la libération d'un ressortissant émirati, ancien général, qui avait été enlevé au Mali puis relâché

¹⁹ Bassem, Laredj. « Exacerbation des tensions entre l'Algérie et les Émirats arabes unis et risque d'incidence sur les partenaires étrangers », *IRIS*, Juin 2024. <https://www.iris-france.org/187306-exacerbation-des-tensions-entre-lalgerie-et-les-emirats-arabes-unis-et-risque-dincidence-sur-les-partenaires-etrangeurs/>

²⁰ Thinhinane, Lardjane. « Les enjeux de la crise au Mali et l'impact sur l'Algérie, selon Rahabi », *TSA*, 05 février 2024. <https://www.tsa-algerie.com/les-enjeux-de-la-crise-au-mali-et-limpact-sur-lalgerie-selon-rahabi/>

²¹ Annoncée en novembre 2023 par Rabat, ce projet, lancé principalement en direction des pays enclavés du Sahel (Burkina Faso, Mali, Niger et Tchad), vise officiellement à faciliter l'accès de ces pays à l'océan Atlantique. À court terme l'initiative marocaine semble surtout avoir des visées géopolitiques, notamment l'élargissement de la reconnaissance de la souveraineté marocaine sur le territoire « non autonome » du Sahara occidental et de son influence au Sahel au détriment du rival algérien dont les réseaux sont traditionnellement fortement présents dans la zone. V. Bassem, Laredj. « Mauritanie : un pays stratégique pour l'Algérie et le Maroc », *IRIS*, Septembre 2024, pp. 9-10. <https://www.iris-france.org/mauritanie-un-pays-strategique-pour-lalgerie-et-le-maroc/>

en novembre dernier contre le versement d'une rançon exceptionnelle de 50 millions de dollars²².

Un rôle diplomatique incontournable

Nonobstant les tensions diplomatiques actuelles entre Alger et Bamako, l'Algérie, de par son envergure géographique, sa puissance militaire et son poids économique qui la positionnent comme l'une des nations majeures du continent africain, conserve une influence géopolitique déterminante. Cette position en fait un interlocuteur essentiel pour les questions de sécurité et de stabilité régionales, particulièrement au Mali. Cette réalité géostratégique ne saurait être remise en question par l'émergence de nouveaux acteurs dans la région ni par la détérioration temporaire des relations algéro-maliennes. La collaboration entre le Mali et l'Algérie demeure ainsi fondamentale pour assurer la stabilité du nord du Mali. D'ailleurs, Alger a envoyé dernièrement des signaux d'apaisement après plusieurs mois d'escalade verbale entre les deux pays²³. Le ministre algérien des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, a ainsi affirmé le 18 novembre dernier que « notre pays tend la main à ses frères du Mali, car l'Algérie possède une patience inépuisable pour faire face avec sagesse, sérénité et clairvoyance à tous les problèmes accablants qui l'entourent ». Cette déclaration intervient dans un contexte régional fragilisé, marqué notamment par la montée en puissance des groupes djihadistes au Mali. Situation qui suscite de vives inquiétudes en Algérie compte tenu des répercussions potentielles sur sa sécurité intérieure. Par cette déclaration, l'Algérie laisse donc la porte ouverte à une éventuelle réconciliation avec le Mali, notamment pour relancer le processus de paix au nord du pays. Le chef de la diplomatie algérienne a d'ailleurs réitéré à cette occasion les principes fondamentaux de la position algérienne concernant la résolution de la crise malienne. À savoir, que la solution à cette crise « ne saurait résider dans une option militaire ou une approche d'exclusion », qu'elle « ne peut être atteinte que par des moyens politiques pacifiques et inclusifs » et « par un dialogue responsable et une réconciliation globale entre tous les habitants de ce pays, sans aucune discrimination ni distinction, et loin

²² Au début du mois de novembre, plusieurs sources médiatiques ont révélé que le JNIM avait perçu cette somme pour la libération de trois otages enlevés au Mali, parmi lesquels figurait Joumaa ben Maktoum al-Maktoum, général émirati retraité, impliqué dans le commerce de l'or et membre de la famille régnante de Dubaï. Cette transaction devait être complétée par l'équivalent de 20 millions de dollars en armement. V., Wassim. Nasr., « Mali : une rançon record d'au moins 50 millions de dollars versée au Jnim pour un otage émirati », *France 24*, 04 novembre 2025. <https://www.france24.com/fr/afrique/20251104-mali-jnim-otage-%C3%A9mirati-ran%C3%A7on-record-au-moins-50-millions-dollars-wassim-nasr>

²³ David, Rich. « "Soudard", "exportateur de terrorisme" : l'Algérie et le Mali se déchirent à l'ONU », *France 24*, 30 septembre 2025. <https://www.france24.com/fr/afrique/20250930-alg-%C3%A9rie-mali-onu-soudard-exportateur-terrorisme>

de toute intervention étrangère, qu'elle soit politique ou militaire »²⁴. Si les autorités maliennes n'ont pas réagi officiellement à ces déclarations, il n'est pas exclu que celles-ci décident à un moment donné de revenir à la table des négociations avec certains groupes rebelles. D'autant plus que le pouvoir d'Assimi Goïta est aujourd'hui sous forte pression. Son effondrement ou son renversement et l'arrivée de nouveaux responsables plus ouverts au dialogue et à la négociation n'est pas à exclure.

Le retour possible du rôle diplomatique de l'Algérie dans la crise malienne pourrait aussi se faire à travers une personnalité comme l'imam Mahmoud Dicko. Figure religieuse et politique respectée du Mali, l'imam Dicko a des connexions tant avec les communautés touaregs qu'avec les groupes djihadistes armés, certains officiers supérieurs de l'armée et les autorités algériennes. Son influence dans la société malienne fait de lui un acteur incontournable dans tout processus politique visant à ramener la stabilité au Mali²⁵. En 2012, lorsque le nord du Mali tombe entre les mains des Touaregs du MNLA (Mouvement National de Libération de l'Azawad) et des djihadistes d'AQMI, d'Ansar Dine et du MUJAO (Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest), l'imam Dicko était le seul interlocuteur crédible capable de négocier avec ces groupes, dont un certain Iyad Ag Ghali, alors dirigeant d'Ansar Dine et actuel chef du JNIM. Figure centrale du mouvement M5-RFP ayant provoqué la chute du président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) en 2020, l'imam Dicko a néanmoins maintenu une distance prudente vis-à-vis des putschistes arrivés au pouvoir en 2020 et 2021, refusant de légitimer leurs actions. Face aux pressions, il a trouvé refuge en Algérie où il réside actuellement²⁶. Compte tenu de l'influence grandissante des jihadistes du JNIM et de sa position constante en faveur du dialogue inclusif, l'imam Dicko pourrait incarner ce rôle fédérateur transcendant les divisions politiques et idéologiques, servant ainsi de médiateur tant entre Maliens qu'entre le Mali et ses voisins²⁷.

L'entrée en scène de l'imam Dicko, et avec lui un possible retour du rôle diplomatique de l'Algérie sur le dossier malien, pourrait aussi contribuer à amener progressivement le chef du

²⁴ Makhoul, Mehenni. « L'Algérie tend la main de la dernière chance au Mali », 18 novembre 2025. <https://www.tsa-algerie.com/lalgerie-tend-la-main-de-la-derniere-chance-au-mali/>

²⁵ Nicolas, Beau. « Mahmoud Dicko, l'imam malien insubmersible et ambigu », *Mondafrique*, 19 octobre 2025. <https://mondafrique.com/a-la-une/mahmoud-dicko-limam-malien-insubmersible/>

²⁶ L'imam Dicko a été reçu par le Président algérien Abdelmadjid Tebboune en décembre 2023 à l'occasion de l'inauguration de la plus grande mosquée d'Afrique à Alger. Ce geste, perçu à Bamako comme une « provocation », avait déclenché à l'époque une nouvelle crispation diplomatique entre les deux pays.

²⁷ Il convient de noter que depuis son exil algérien, l'Imam Dicko a pris la direction, le 5 décembre, d'une nouvelle coalition d'opposition malienne, dénommée Coalition des forces pour la République (CFR). Cette alliance considère la résistance face aux autorités militaires actuellement au pouvoir au Mali comme un « devoir national ». Elle poursuit plusieurs objectifs fondamentaux, dont le rétablissement de l'ordre constitutionnel, la restauration des libertés fondamentales, ainsi que l'organisation d'un dialogue national inclusif intégrant les différents groupes armés maliens.

JNIM, Iyad Ag Ghali, à la table des négociations. Pour rappel, ce dernier avant de devenir djihadiste, avait dirigé différents groupes rebelles touaregs et avait participé aux accords de paix de Tamanrasset de 1991 et d'Alger de 2006 négociés grâce à la médiation algérienne entre le gouvernement malien et les insurgés. Iyad Ag Ghali jouera également au début des années 2000 un rôle déterminant dans la libération de plusieurs otages, notamment occidentaux et algériens, qui étaient détenus par des djihadistes au nord du Mali²⁸. Malgré son basculement progressif dans le djihadisme, l'Algérie l'a longtemps considéré comme un interlocuteur incontournable dans la région et dans tout processus de paix visant à stabiliser le Mali. Dans ce cadre, on ne peut pas exclure l'hypothèse de voir le JNIM jouer progressivement la carte de la dédramatisation et de la respectabilité auprès des Maliens, mais aussi vis-à-vis de l'étranger, dans une stratégie similaire à celle du groupe syrien Hayat Tahrir al-Cham (HTC), héritier de Jabhat al-Nosra affilié à Al-Qaïda, et dont le chef est aujourd'hui le président de la Syrie. Un détachement opportuniste d'Al-Qaïda n'est ainsi pas à exclure, surtout si un processus de négociation inclusif est entamé. Dans l'opposition beaucoup estiment aujourd'hui qu'un homme comme Iyad Ag Ghali a pleinement sa place dans le Mali et ne saurait être écarté d'une éventuelle démarche politique visant à pacifier le pays²⁹. Une position que l'Algérie pourrait soutenir. Il convient de souligner qu'Iyad Ag-Ghali demeure une figure touareg éminente, membre de l'influente tribu des Ifoghas dont le territoire s'étend entre le Mali, le Niger et l'Algérie, et dont l'influence est déterminante pour l'équilibre et la sécurité régionale³⁰. La préservation de la stabilité dans cette zone constitue donc un impératif de sécurité nationale pour l'Algérie.

²⁸ Servan, Ahougnon. « Iyad Ag Ghali, l'homme vers qui se tournent tous les regards au Mali », *Ecofin Hebdo* N°130, 07 février 2020. <https://www.agenceecofin.com/gestion-publique/0702-73615-iyad-ag-ghali-l-homme-vers-qui-se-tournent-tous-les-regards-au-mali>

²⁹ « Pour l'ancien chef de la diplomatie du Mali, "il faut discuter avec le jihadiste Iyad Ag Ghali" », *France 24*, 20 septembre 2024. <https://www.france24.com/fr/%C3%A9missions/en-t%C3%AAt-%C3%A0-t%C3%AAt/20240920-pour-l-ancien-chef-de-la-diplomatie-du-mali-il-faut-discuter-avec-le-jihadiste-iyad-ag-ghali>

³⁰ Seidik, Abba. « Comment Alger protège le djihadiste Iyad Ag-Ghali avec l'aide de Paris », *Le Monde*, 06 octobre 2016. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/10/06/comment-alger-protege-le-djihadiste-iyad-ag-ghali-avec-l-aide-de-paris_5009126_3212.html

LES RÉPERCUSSIONS DE L'INSTABILITÉ AU MALI SUR LA MAURITANIE

L'instabilité du Mali et la montée en puissance des groupes armés dans la zone mettent la Mauritanie sous forte pression, tant au niveau sécuritaire (1), socio-économique (2) que sur ses capacités d'accueil des réfugiés maliens contraints de fuir leur pays (3).

La Mauritanie à l'épreuve de la menace djihadiste

La Mauritanie, pays charnière entre le Maghreb, le Sahel et l'Afrique de l'Ouest, voit avec inquiétude la dégradation de la situation politique et sécuritaire au Mali et les risques que cela peut engendrer pour sa propre sécurité. Pour rappel, la Mauritanie partage une frontière d'environ 2.200 km avec le Mali, notamment avec des régions fortement instables telles que Nara, Mopti et Niono. Cette frontière reste difficile à surveiller et facilement franchissable. La faible concentration démographique des régions frontalières les rend vulnérables à l'abandon, transformant ces espaces en zones d'attraction potentielles pour les groupes djihadistes et les réseaux de trafic illicite³¹. En raison de ces contraintes géographiques, le pays fait face à des menaces et risques aux répercussions considérables. Cette situation est exacerbée par les ressources limitées dont dispose le pays pour contrer la menace djihadiste et prévenir les infiltrations terroristes en provenance du Mali. Bien que l'armée mauritanienne soit expérimentée dans les opérations en zone désertique, ses effectifs et ses capacités logistiques demeurent restreints³². Face à ces défis, la Mauritanie a élaboré une approche stratégique diversifiée pour combattre le djihadisme et son idéologie. Une stratégie qui s'est avérée efficace puisque le pays maintient une remarquable stabilité sécuritaire depuis plus de dix ans dans une région profondément affectée par l'activisme des groupes djihadistes. La Mauritanie n'a pas en effet connu d'attaques terroristes depuis le 20 décembre 2011 où des djihadistes d'AQMI avaient enlevé un gendarme dans la localité d'Adel Bagrou, limitrophe du Mali³³. Il convient de noter que durant la période 2005-2011, le pays fut régulièrement visé par des opérations terroristes orchestrées principalement par le Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat (GSPC), organisation qui se transformera par la suite en AQMI. Ces attaques ont ciblé principalement les forces armées, notamment celles stationnées près de la frontière

³¹ Mohamed, Mouemel El Boukhary. « La sécurisation des frontières, un grand défi pour les pays du Sahel – Le cas de la Mauritanie », in *La crise sécuritaire au Sahel Quelles répercussions sur les pays du Maghreb arabe ?*, Konrad-Adenauer-Stiftung/ Le Centre Maghrébin d'Etudes Stratégiques, 2015, pp. 92-93. https://www.kas.de/c/document_library/get_file?uuid=21c3d464-676f-4b99-21e5-17743e0353c9&groupId=252038

³² L'armée mauritanienne se classe au 123^e rang sur 145 armées, selon l'indice de classement des armées pour l'année 2025, publié par le site *Global Firepower*. <https://www.globalfirepower.com/countries-listing.php>

³³ « Un gendarme mauritanien enlevé par AQMI près des frontières avec le Mali », *El Khabar*, 21 décembre 2011. <https://www.djazairess.com/fr/elkhabarfr/2219>

maliennne, mais aussi des ressortissants occidentaux, comme l'illustre l'assassinat de quatre touristes français à Aleg en 2007³⁴. En février 2011, les services de sécurité mauritaniens avaient annoncé avoir réussi à contrecarrer un double attentat contre le ministère de la Défense et l'ambassade de France à Nouakchott³⁵.

Dans les faits, la réussite sécuritaire mauritanienne depuis 2012 résulte d'une approche stratégique globale contre le terrorisme, alliant mesures coercitives et préventives ciblant les causes profondes du phénomène. S'inspirant de l'expérience algérienne de réconciliation nationale, le pays a favorisé la réinsertion sociale d'anciens extrémistes. Parallèlement, la Mauritanie a lancé un débat théologique pour conter l'idéologie radicale en mobilisant notamment ses théologiens qui, par une exégèse rigoureuse des textes sacrés, ont déconstruit les fondements argumentatifs du discours djihadiste qui servent traditionnellement de base aux radicaux pour justifier leurs actions. Cette approche a permis la déradicalisation de nombreux détenus extrémistes. Les instances gouvernementales ont également procédé à l'aménagement de régions éloignées telles que Nbeiket Lahwach, Termessa et Bouratt, situées à proximité des frontières maliennes, afin d'éviter qu'elles ne deviennent des sanctuaires pour les groupes djihadistes. Par ailleurs, l'État a entrepris la construction de puits d'eau dans les zones limitrophes du Mali pour favoriser la sédentarisation des populations nomades, facilitant ainsi la surveillance des points de passage stratégiques³⁶.

Sur le plan militaire, la Mauritanie a également amélioré ses capacités de défense en perfectionnant la formation de ses forces de sécurité et en se dotant d'équipements modernes pour contrer la menace terroriste. À titre d'exemple, en 2008, les Groupements spéciaux d'intervention (GSI) ont été institués. Ces derniers sont caractérisés par leur légèreté et mobilité, et formés au combat en zone désertique et destinés à surveiller les zones frontalières³⁷. Par ailleurs, en 2019, la Mauritanie a déployé plusieurs dizaines d'unités méharistes. Ces unités, qui se déplacent à dos de dromadaire, sont chargées de patrouiller dans les étendues désertiques difficilement accessibles aux véhicules pour lutter contre le terrorisme, notamment le long de la frontière maliennne. Ces unités sont chargées de recueillir des informations (via l'utilisation de drones...), de rechercher les individus suspects,

³⁴ « Quatre touristes français d'une même famille tués en Mauritanie », *La Croix*, 25 décembre 2007. <https://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Quatre-touristes-francais-d-une-meme-famille-tues-en-Mauritanie- NG -2007-12-25-529115>

³⁵ « Les terroristes tués à Nouakchott auraient préparé un double attentat », *RFI*, 03 février 2011. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20110202-terroristes-tues-nouakchott-auraient-prepare-double-attentat>

³⁶ Hassane, Koné. « Comment la Mauritanie échappe-t-elle aux attentats terroristes ? », *Institute for Security Studies (ISS)*, 06 décembre 2019. <https://issafrica.org/fr/iss-today/comment-la-mauritanie-echappe-t-elle-aux-attentats-terroristes#:~:text=Aucune%20attaque%20terroriste%20n'a,la%20fronti%C3%A8re%20avec%20le%20Mali>

³⁷ « La Mauritanie : exception sécuritaire dans le paysage sahélien », *Conflits*, 1^{er} août 2023. <https://www.revueconflits.com/la-mauritanie-exception-securitaire-dans-le-paysage-sahelien/>

d'entretenir des relations avec les populations nomades en leur apportant assistance, et d'assurer la représentation de l'État dans des territoires isolés afin de prévenir l'émergence d'un sentiment d'exclusion qui pourrait favoriser la radicalisation³⁸. La Mauritanie a également mis en place un réseau efficace de renseignements humains, très actif notamment dans la région frontalière orientale de Hodh El Chargui³⁹. Il convient aussi de noter que depuis 2008, le nord-est du pays, très peu habité, a été déclaré zone militaire interdite, afin de faciliter sa surveillance et éviter qu'elle ne devienne un lieu de repli pour les djihadistes. Certaines sources estiment néanmoins que l'absence d'attentats terroristes en Mauritanie, particulièrement dans les régions limitrophes du Mali, malgré la déstabilisation générale de la zone due à l'expansion des groupes djihadistes, résulterait d'un accord tacite de non-agression entre les autorités mauritaniennes et Al-Qaïda (JNIM)⁴⁰. Nouakchott a cependant systématiquement réfuté ces allégations.

Toutefois, malgré cette réussite sécuritaire, la Mauritanie ne peut pas se considérer comme étant totalement à l'abri de possibles attaques terroristes, notamment en raison de la dégradation de la situation sécuritaire au Mali et la montée en puissance des groupes djihadistes dans la zone. Cette évolution pourrait provoquer des velléités expansionnistes chez certains groupes djihadistes actifs dans le Sahel. La situation est d'autant plus préoccupante que du côté malien frontalier, les groupes djihadistes conservent une forte présence, spécifiquement dans la région de Kayes (sud-ouest) où les incidents violents ont septuplé entre 2021 et 2024. Cette zone transfrontalière, située à l'intersection du Mali, de la Mauritanie et du Sénégal, constitue aujourd'hui l'un des principaux théâtres d'opérations stratégiques du JNIM⁴¹. Depuis cette région, le groupe djihadiste est en mesure de perturber fortement l'approvisionnement de la capitale malienne, Bamako, intensifiant ainsi la pression exercée sur les autorités centrales du Mali. Le JNIM a également pénétré les circuits économiques et criminels transfrontaliers, ce qui pourrait lui permettre d'exploiter les fragilités socio-économiques et idéologiques des régions limitrophes de la Mauritanie et de l'est du Sénégal, accroissant de ce fait les menaces sécuritaires pour ces deux pays⁴². L'expansion djihadiste au Mali met ainsi la Mauritanie sous pression constante, exposant le

³⁸ « Mauritanie : Des soldats méharistes contre la menace terroriste », *El Moudjahid*, 23 mai 2025. <https://elmoudjahid.com/fr/monde/mauritanie-des-soldats-meharistes-contre-la-menace-terroriste-235086>

³⁹ Selon les révélations du département d'État américain dans son rapport sur le terrorisme de 2023. <https://www.state.gov/reports/country-reports-on-terrorism-2023/mauritania/>

⁴⁰ Issa, B Dembélé. « Deal entre Nouakchott et AQMI : des révélations qui enfoncent Abdel Aziz », 10 mars 2016. <https://www.maliweb.net/insecurite/deal-entre-nouakchott-aqmi-revelations-enfoncent-abdel-aziz-1461332.html>

⁴¹ Il convient de rappeler dans ce cadre que tout déplacement dans la partie orientale de la Mauritanie est aujourd'hui formellement déconseillé pour les étrangers en raison des risques sécuritaires élevés.

⁴² « Menace du JNIM dans la zone des trois frontières du Mali, de la Mauritanie et du Sénégal », *Timbuktu Institute*, 2025. https://timbuktu-institute.org/media/attachments/2025/04/27/jnim_1.pdf

pays à des risques d'infiltrations armées, notamment dans les régions frontalières de Bassikounou, Adel Bagrou et Fassalé. Cette situation impose également aux autorités mauritaniennes une surveillance accrue des routes menant vers les villes maliennes de Nioro et Nampala. Témoinant de l'inquiétude croissante face à la dégradation de la situation sécuritaire au Mali, le chef d'État mauritanien, Mohamed Ould Cheikh Ghazouani, s'est rendu en novembre dernier auprès du 51^{ème} Groupe d'infanterie aéroportée déployé dans la zone frontalière de Bassikounou afin d'évaluer l'état des forces armées et de souligner l'importance d'une vigilance constante et d'une préparation optimale face aux menaces potentielles⁴³.

Un impact socio-économique important sur les zones frontalières.

Au-delà des préoccupations sécuritaires, l'instabilité du Mali a des répercussions socio-économiques considérables sur la Mauritanie, particulièrement dans les régions limitrophes⁴⁴. La situation s'est même aggravée depuis la décision des autorités maliennes de fermer, en octobre dernier, la frontière terrestre entre les deux pays, plongeant ainsi les éleveurs nomades mauritaniens dans une profonde précarité et incertitude. Des milliers de familles dépendantes de la transhumance au Mali se retrouvent désormais isolées, sans accès aux zones de pâturage et aux points d'eau indispensables à la survie de leur bétail. La fermeture de la frontière par Bamako s'inscrit en réalité dans un climat de suspicion persistant depuis plusieurs années entre les gouvernements malien et mauritanien. Les autorités maliennes ont régulièrement accusé la Mauritanie de laisser circuler sur son territoire des groupes armés présumés complices d'organisations terroristes actives au Mali, allégations systématiquement réfutées par Nouakchott. Récemment, Bamako a même accusé Nouakchott d'apporter un soutien logistique, direct ou indirect, à certains groupes hostiles. Des sources maliennes soutiennent également que des établissements hospitaliers mauritaniens auraient prodigué des soins à des combattants blessés affiliés à des groupes armés actifs dans la région sahélienne⁴⁵. La fermeture de la frontière représente ainsi pour le gouvernement malien un levier diplomatique visant à contraindre la Mauritanie à cesser tout appui présumé aux organisations qualifiées de « terroristes »⁴⁶.

⁴³ « Le Président de la République visite le 51^e groupement d'infanterie motorisée à Bassiknou », *AMI*, 10 novembre 2025. <https://ami.mr/fr/archives/282735>

⁴⁴ L'insécurité freine les exportations mauritaniennes (poisson, bétail, marchandises) vers le Mali, perturbe les marchés hebdomadaires transfrontaliers et décourage les investissements dans la partie orientale du pays.

⁴⁵ Charly, Hessoun. « Mauritanie : la riposte du Mali qui peut faire très mal », *La Nouvelle Tribune*, 25/10/2025. <https://lanouvelletribune.info/2025/10/mauritanie-la-riposte-du-mali-qui-peut-faire-tres-mal/>

⁴⁶ Le Mali reproche également aux autorités mauritaniennes les « mauvais traitements » et les « violences » subies par ses ressortissants expulsés de Mauritanie. V. « Le Mali dénonce les violences subies par ses ressortissants expulsés de Mauritanie », *Jeune Afrique*, 28 mars 2025. <https://www.jeuneafrique.com/1673552/politique/le-mali-denonce-les-violences-subies-par-ses-ressortissants-expulses-de-mauritanie/>

De l'autre côté, cette mesure suscite de vives préoccupations auprès des autorités mauritaniennes et compromet l'équilibre économique de la partie orientale du pays. Plusieurs régions font désormais face à une tension sociale croissante, d'autant plus préoccupante que le secteur pastoral constitue l'un des fondements essentiels de l'économie mauritanienne. Il convient de rappeler qu'environ 70 % des 30 millions de têtes composant le cheptel mauritanien se nourrissent traditionnellement dans les pâturages maliens. La suspension de la transhumance risque ainsi d'avoir des répercussions socio-économiques considérables dans un pays où l'élevage constitue l'un des piliers de l'économie nationale, contribuant à plus de 10 % au PIB en 2020, représentant 70 % de la valeur ajoutée du secteur rural et employant 10 % de la population active⁴⁷. La déstabilisation de ce secteur, qui assure la subsistance de milliers de foyers, pourrait intensifier l'exode rural vers les métropoles mauritaniennes, déjà aux prises avec un taux de chômage en hausse. L'interruption de cette pratique pastorale transfrontalière risque ainsi d'avoir des conséquences particulièrement graves sur l'économie nationale et pourrait susciter des tensions sociales dans les quatre régions de l'est et du sud-est frontalières avec le Mali : Hodh El Chargui, Hodh El Gharbi, Assaba et Guidimakha.

Cette situation est prise très au sérieux par les autorités mauritaniennes qui ont dépêché, le 8 octobre dernier, le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Mauritaniens de l'Extérieur, auprès du Président de la Transition du Mali, le Général Assimi Goïta, vraisemblablement pour tenter d'apaiser les tensions entre les deux pays. Le président mauritanien s'est également rendu personnellement en novembre dernier dans la région frontalière avec le Mali, notamment dans le district d'Adel Bagrou, où il a incité les habitants à mesurer la gravité de la situation au Mali et à prendre toutes les précautions requises. Des officiels ont également été dépêchés dans la zone frontalière pour expliquer la situation et rassurer les éleveurs que l'État prenne leurs besoins en considération et qu'il s'engage à leur fournir l'eau et la nourriture nécessaires pour leur bétail à travers différents mécanismes⁴⁸. Les autorités craignent tout particulièrement que l'arrêt de la transhumance entre le Mali et le Mauritanie puisse raviver, dans la zone frontalière, les tensions entre agriculteurs et éleveurs, récurrentes lors des périodes de sécheresse en raison du manque de ressources, des rivalités pour les pâturages et de la diminution des réserves hydriques.

⁴⁷ Maïmouna, Doumbia. « Fermeture des frontières terrestres Mali - Mauritanie : La visite du ministre des Affaires étrangères mauritanien n'aura donc pas suffi à calmer le jeu ? », *Bamada*, 28 octobre 2025. <https://bamada.net/fermeture-des-frontieres-terrestres-mali-mauritanie-la-visite-du-ministre-des-affaires-etrangees-mauritanien-naura-donc-pas-suffi-a-calmer-le-jeu>

⁴⁸ « Adel Bagrou : Lancement d'interventions de soutien au secteur pastoral », *AMI*, 9 décembre 2025. <https://ami.mr/fr/archives/285104>

Le problème des réfugiés dans les zones frontalières

Le Mali connaît depuis plusieurs mois une escalade des tensions due notamment au siège de plusieurs villes par le JNIM, dont la capitale, Bamako. Cette escalade a poussé plusieurs pays étrangers à exhorter leurs ressortissants à quitter le Mali dans les plus brefs délais. Simultanément, des milliers de civils maliens ont été contraints de fuir le pays pour se rendre en Mauritanie voisine. D'après le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Réfugiés (HCR), entre le 24 octobre et le 2 décembre dernier 4.540 réfugiés maliens (majoritairement des femmes et des enfants) ont gagné le territoire mauritanien. La plupart de ces déplacés sont originaires de la région de Léré, notamment d'Agmeimine, et se sont établis dans les zones mauritaniennes de Bagdad et Ligrane, situées à proximité de la frontière, ainsi qu'à Almetrewak et Mahkel Oulad Alouche⁴⁹. Pour rappel, la Mauritanie accueille actuellement selon le HCR près de 180.000 réfugiés, principalement maliens⁵⁰ (d'autres sources parlent de 300.000⁵¹). Ces derniers ont commencé à arriver en grand nombre dès 2012, lorsque des groupes armés (jihadistes et rebelles), ont pris le contrôle du nord du Mali. Les flux de réfugiés se sont accélérés avec la fin, le 31 décembre 2023, de la mission des Nations Unies au Mali, MINUSMA, à la demande du gouvernement de transition actuel⁵². Depuis, le nombre de réfugiés maliens cherchant l'asile en Mauritanie n'a cessé de croître. Ces derniers fuient tant les groupes djihadistes, qui imposent leur autorité sur de vastes territoires maliens et soumettent plusieurs régions à des blocus, que l'armée malienne et ses alliés russes de l'Africa Corps (ex Wagner), dont les violations des droits humains envers les populations civiles ont été largement documentées⁵³.

Dans la région du Hodh El Chargui, frontalière du Mali, les réfugiés maliens constituent désormais près de 40 % de la population, engendrant une forte pression démographique sur cette zone⁵⁴. Le camp de Mbera, qui se trouve dans cette région, illustre parfaitement cette réalité. Conçu pour accueillir 80.000 personnes, il en héberge aujourd'hui plus de 116.000, dépassant largement sa capacité d'accueil. Par ailleurs, des milliers d'autres réfugiés se sont établis dans les villages environnants, souvent dans des conditions extrêmement précaires ce

⁴⁹ UNHCR, « Afflux de réfugiés Hodh Chargui - Mauritanie », 2 décembre 2025. <https://data.unhcr.org/fr/documents/details/119956>

⁵⁰ <https://data.unhcr.org/fr/country/mrt>

⁵¹ Cora, Portais. « Urgence humanitaire en Mauritanie : « Sans soutien, nous ne pourrions plus sauver de vies » », 28 avril 2015. <https://alima.ngo/actualites/terrain/urgence-humanitaire-mauritanie-sans-soutien-pourrions-plus-sauver-vies/>

⁵² <https://press.un.org/fr/2023/cs15341.doc.htm>

⁵³ Thomas, Naadi. « Des mercenaires russes accusés d'assassinats de sang-froid au Mali - La BBC interroge des témoins oculaires », BBC, 26 novembre 2015. <https://www.bbc.com/afrique/articles/cvgw7lnx894o>

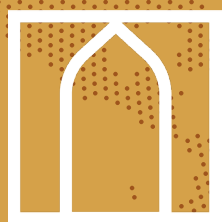
⁵⁴ David. Baché., « Mali : le blocus jihadiste de Léré provoque un afflux de réfugiés en Mauritanie », RFI, 13 novembre 2025. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20251113-mali-le-blocus-jihadiste-de-l%C3%A9r%C3%A9-provoque-un-afflux-de-r%C3%A9fugi%C3%A9s-en-mauritanie>

qui les rend particulièrement vulnérables aux épidémies, à la malnutrition et aux maladies. Cette situation exacerbe également la pression sur les ressources locales (eau, pâturages, services sociaux) et intensifie les risques de conflits entre les populations réfugiées et les communautés locales. Dans ce contexte complexe, les autorités mauritaniennes surveillent attentivement l'évolution de la situation régionale, s'efforçant d'équilibrer leurs obligations humanitaires envers les réfugiés maliens avec les impératifs sécuritaires nationaux dans cette zone particulièrement instable.

CONCLUSION

L'instabilité du Mali constitue aujourd'hui l'un des principaux facteurs de déstabilisation régionale. Pour l'Algérie et la Mauritanie, qui partagent de longues frontières terrestres avec ce pays central du Sahel, les conséquences sont multiples : sécuritaires, diplomatiques, politiques, économiques et humanitaires. L'Algérie, en tant que puissance régionale, voit sa frontière sud menacée et sa diplomatie mise au défi. La Mauritanie, plus vulnérable, doit gérer simultanément la menace djihadiste, l'afflux de réfugiés et les perturbations économiques. Au-delà de leurs spécificités, les deux pays partagent le même impératif : assurer la stabilité du Mali, condition cruciale pour leur propre sécurité. L'évolution de la crise malienne aura donc des répercussions décisives sur l'équilibre géopolitique et sécuritaire de l'ensemble de la région sahélo-maghrébine.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
**MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD**



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'événements.